

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 17/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COSMOPAR

52 avenue Hélène de Tournon
07300 Tournon-sur-Rhône

Références : 20241210-RAP-DAEN1185
Code AIOT : 0006110007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement COSMOPAR implanté 52 avenue Hélène de Tournon 07300 Tournon-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 25/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur les stockages de liquides inflammables soumis à enregistrement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COSMOPAR
- 52 avenue Hélène de Tournon 07300 Tournon-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006110007

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Cosmopar à Tournon sur Rhône a été racheté par la groupe Fareva en 1995. Il regroupe 200 salariés.

La société Cosmopar assure la fabrication, le conditionnement et l'expédition de produits cosmétiques de base alcool + eau (parfums, eaux de Cologne...).

L'activité fonctionne 24 heures sur 24, hors week-end.

L'établissement a été autorisé d'exploiter par arrêté préfectoral le 28 juillet 2013, modifié le 11 mai 2016.

L'exploitant a présenté une mise à jour de ses effets hors site suite à la réorganisation de son stockage de produits inflammables. Les effets létaux significatifs en cas d'accident ne sortent plus des limites du site.

L'exploitant a installé une nouvelle cuve enterrée de 120 m³ répartis en 3 compartiments de 40 m³ d'éthanol pour réceptionner sa matière première.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 LI Enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées - format détaillé	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Etat des matières stockées - fréquence de mise à jour	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Etat des matières stockées - localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des matières stockées - format synthétique	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Sans objet
4	Situation	Arrêté Ministériel du 01/06/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	administrative - dispositions	article 1	
5	Interdiction de stockages en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A	Sans objet
7	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI	Sans objet
8	Mise à jour du plan de défense incendie - modalités	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I	Sans objet
9	Mise à jour des scénarios incendie	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I	Sans objet
10	Surveillance permanente des installations	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B (annexe IX)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est bien au fait des nouveautés réglementaires qui s'appliquent à lui en matière de liquides inflammables.

Il doit améliorer le contenu et la fréquence de mise à jour de son état des stocks, et poursuivre la rédaction de son plan de défense incendie, incluant notamment le dimensionnement des moyens d'extinction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées - format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou dé-

<p>chets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks daté du jour de l'inspection. L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les matières combustibles présentes sur site (les cartons notamment) ne figurent pas dans le document ; • la nature des DID (Déchets Industriels Dangereux - solides inflammables) stockés dans une benne de 30 m³, ainsi que des rebuts n'est pas précisée ; • si les quantités maximales théoriques de produits dangereux par zone et par réservoir sont indiquées, les quantités réelles ne sont reliées qu'aux rubriques ICPE et non à leurs emplacements ; • le jour de l'inspection, 93 tonnes de LI relevant de la rubrique 4331 sont recensés, il s'agit quasiment exclusivement d'éthanol, ce qui n'est pas précisé dans le document.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>S'agissant de son état des stocks, l'exploitant doit, sous 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • faire figurer les matières combustibles présentes sur site (cartons notamment) ; • préciser la nature des DID (solides inflammables) stockés dans une benne de 30 m³, ainsi que des rebuts ; • indiquer les quantités réelles par emplacement ou réservoir ; • préciser que les LI relevant de la rubrique 4331 sont majoritairement de l'éthanol.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Etat des matières stockées - format synthétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>

Constats :
L'état des stocks présenté paraît compréhensible par le grand public.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées - fréquence de mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées – fréquence de mise à jour
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'exploitant produit un état des stocks à partir d'une extraction de son logiciel de suivi des stocks à chaque début de mois. Un plan est joint à cet état des stocks. Un inventaire physique de recalage est réalisé annuellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour, sous un mois, son état des stocks de manière quotidienne pour les matières dangereuses et hebdomadaire pour les autres matières. Il doit veiller à la disponibilité du document conformément à l'article 9.II.2 de l'arrêté ministériel du 01/06/2015, y compris en cas de perte d'utilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Situation administrative - dispositions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative
Prescription contrôlée : Sont soumises au présent arrêté, les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la

protection de l'environnement. Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux stockages en réservoirs fixes ou récipients mobiles de liquides inflammables présents au sein d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et soumis aux dispositions de l'arrêté du 24 septembre 2020 en application de son article I. 1 ou aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié en application de son article 1.

Constats :

Le régime global du site est celui de l'enregistrement.

Le site est autorisé pour 512 tonnes de liquides inflammables pour la rubrique 4331.

Suite à la mise en place de son nouveau réservoir enterré d'éthanol (porter à connaissance du 24/06/2021), l'exploitant a demandé à être autorisé pour 544 tonnes.

L'inspection lui a indiqué que ce changement non substantiel serait formalisé par la mise à jour de son classement ICPE dans son prochain arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Interdiction de stockages en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 11.3.II.A

Thème(s) : Actions nationales 2024, Interdiction de stockages en contenants fusibles

Prescription contrôlée :

A.-Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

B.-Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage en bâtiment ainsi qu'en stockage en bâtiment ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article 2 bis. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2027.

C.-Les dispositions des points A et B ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

L'exploitant ne stocke pas de LI classé H224, mais de l'éthanol classé H225 et miscible à l'eau.

L'exploitant utilise environ 20 GRV plastiques pour son stockage d'éthanol.

Il a identifié l'interdiction d'utilisation en 2027 et met en œuvre un plan d'action pour atteindre cet objectif.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des matières stockées - localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 38
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées - Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties (locaux ou emplacements) de l'installation ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de localisation de ses liquides inflammables ainsi que d'un plan de zonage ATEX. Néanmoins, l'exploitant ne dispose pas de plan identifiant l'ensemble des zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir, sous 3 mois, un plan identifiant l'ensemble des zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Etude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article Annexe XI
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etude des effets thermiques
Prescription contrôlée : Ces dispositions ne sont pas applicables : <ul style="list-style-type: none">- aux stockages extérieurs, lorsque les récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable sont implantés de façon à ce que le bord de la rétention ou de la zone de collecte extérieure soit situé à une distance au moins égale à 20 mètres des limites des sites ;- aux stockages en bâtiments, lorsque les parois des bâtiments lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert, sont implantés à une distance au moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du bâtiment par rapport aux limites de sites ;- aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de liquides inflammables, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide inflammable. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation. I- L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2024 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m ² , à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

<p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, au dossier de déclaration.</p> <p>En ce qui concerne les stockages extérieurs de récipients mobiles, cette étude est réalisée</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les conditions d'aménagement des stockages sont conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario portant sur l'incendie de chaque îlot ; - lorsque les conditions d'aménagement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 11.3. III du présent arrêté, en retenant un scénario d'incendie généralisé à tous les îlots et autres stockages de liquides inflammables dans le champ de présente annexe, y compris en bâtiments, susceptibles d'être atteints par des effets dominos (seuil des effets thermiques 8 kW/m²). <p>II.-Lorsque l'étude précitée met en évidence, en cas d'incendie, des effets thermiques, supérieurs à 8 kW/ m2 en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le Préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>La partie Ouest du bâtiment abritant les stockages est située à moins de 20 mètres des limites du site.</p> <p>L'exploitant a réalisé une étude des flux thermiques (document daté du 20/07/2015).</p> <p>L'étude indique que, suite à une réorganisation des stockages, les flux thermiques supérieures à 8 kW/m² sont contenus à l'intérieur du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mise à jour du plan de défense incendie - modalités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour du plan de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention face à un épandage ou un incendie ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ou non ouvrées ; - la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir en cas d'alerte notamment en matière de formations, de qualifications et d'entraînements ; - la chronologie et la durée des opérations nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction ; - la chronologie et la durée des opérations mises en œuvre par l'exploitant. Ces opérations peuvent comprendre des opérations d'extinction (définies à l'article 2), des opérations permettant d'éviter la propagation d'incendie dans l'attente de l'arrivée des services d'incendie et de secours, etc. ; - la démonstration de l'adéquation, de la provenance et de la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conven-

<p>tions de droit privé) pour l'accomplissement des opérations d'extinction ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la démonstration de l'adéquation, de la provenance et du délai de mise en œuvre des moyens humains et matériels nécessaires aux opérations qu'il met en œuvre. L'exploitant évalue également l'écart entre les moyens humains et matériels dont il dispose (en propre, par protocoles d'aide mutuelle ou par conventions de droit privé) et les moyens complémentaires nécessaires aux opérations d'extinction ; - l'attestation de conformité du système d'extinction automatique accompagnée des éléments prévus au point II. B de l'article 14. <p>Les protocoles d'aide mutuelle ou conventions précisent les moyens ainsi que les délais auxquels s'engagent les parties impliquées, notamment : nature et quantité des moyens de lutte contre l'incendie mis à disposition, délais et conditions dans lesquels les dits moyens sont mis à disposition, période de disponibilité (permanente, heures ouvrées, jours ouvrables etc.). Ces documents sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées dès lors que ces protocoles et conventions nécessitent une mise à jour. Les protocoles existants sont mis à jour au plus tard le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie (PDI) incomplet daté du 13/01/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le schéma d'alerte ne mentionne pas qui doit appeler les secours ni à quel moment, • le document ne précise pas qui sont les cadres d'astreinte, ni qui sont les équipiers de seconde intervention, • l'exploitant précise que le dimensionnement des moyens d'extinction est en cours de réalisation par son prestataire, <p>Le PDI renvoie à une fiche 3 pour la première intervention suite à épandage. Cette fiche, présentée par l'exploitant, est à intégrer dans le PDI.</p> <p>Il en va de même concernant la première intervention suite à incendie : la procédure extinction est à intégrer.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit finaliser son plan de défense incendie pour le 01/01/2027 en prenant en compte les remarques formulées par l'inspection dans ses constats.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Mise à jour des scénarios incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14.I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise à jour des scénarios incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios de référence suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article 14 :</p>

<p>1. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'extérieur d'un bâtiment ;</p> <p>2. feu dans une rétention, surface déduite des réservoirs aériens, implantée à l'extérieur d'un bâtiment ;</p> <p>3. feu de récipients mobiles ou d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté, implantés à l'extérieur d'un bâtiment ;</p> <p>4. feu d'engin de transport de récipients mobiles (principalement les camions et chariots élévateurs) ;</p> <p>5. feu de récipients mobiles, stockés dans un bâtiment ;</p> <p>6. feu d'un réservoir aérien, implanté à l'intérieur d'un bâtiment.</p> <p>Chacun de ces scénarios est supposé nécessitant les moyens les plus importants que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité de liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ; - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ; - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation. <p>Le dimensionnement correspond à l'extinction d'un incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un délai maximal de trois heures après le début de l'incendie, pour les scénarios de référence 1,2 et 3 ; - dans un délai maximal de deux heures après le début de l'incendie, pour le scénario de référence 4 ; - dans un délai maximal après le début de l'incendie équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les scénarios de référence 5 et 6. <p>Le plan de défense incendie ainsi que ces mises à jour est tenu à la disposition de l'inspection des installations Il est transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>4 scénarios ont été pris en compte par l'exploitant et ont fait l'objet de modélisations (effets thermiques) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • feu de rétention, • feu d'engin de transport, • feu de récipients mobiles stockés en bâtiment, • feu de réservoir aérien en bâtiment. <p>L'exploitant a mandaté un bureau d'études (proposition technique et financière du 09/10/2024) pour calculer ses besoins en extinction et vérifier leur adéquation avec les moyens existants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Surveillance permanente des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23.II.B (annexe IX)
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance permanente des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 600 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie A, B, C1 ou D1 ou plus de 10</p>

000 mètres cubes de liquides inflammables de catégorie C2, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.

Constats :

Il n'y a pas d'activité sur site le week-end.

Le site entier (y compris les zones de stockages des liquides inflammables) est sous télésurveillance 24h/24 avec levée de doute vidéo et intervention sur alarme incendie et explosimètre (contrat avec Vol et Feu).

L'exploitant dispose d'un contrat de rondes et d'intervention avec le prestataire Vigie du Val de Drôme conclu le 29/01/2024.

Type de suites proposées : Sans suite